

Ma visite a lieu au moment où le monde entier a les yeux sur Belgrade alors que s'amorcent les échanges de vue sur l'exécution des tâches définies par la Conférence sur la Coopération et la Sécurité en Europe. Les gouvernements yougoslave et canadien désirent tous deux que cette conférence aboutisse à des résultats positifs et constructifs; je suis sûr qu'en travaillant ensemble, nos délégations respectives pourront apporter une contribution majeure à cet objectif.

Jamais par le passé, l'intérêt et l'estime qu'éprouvent les Canadiens pour la Yougoslavie n'ont été aussi intenses. On en veut pour preuve le mouvement continu de Canadiens qui se rendent en visite en Yougoslavie.

En août dernier, le Premier Ministre Trudeau a eu le plaisir de rencontrer feu votre Premier Ministre. Le mois dernier, le Ministre canadien des Finances, Monsieur Macdonald, est venu en visite officielle en Yougoslavie et, peu de temps après mon propre séjour, un groupe de parlementaires canadiens se rendront à Belgrade au mois de septembre. Si l'on considère la distance entre le Canada et la Yougoslavie et les différences fondamentales entre les deux pays, il serait très facile de conclure que nous n'avons pas grand chose en commun. Pourtant, ce n'est pas du tout le cas. La Yougoslavie et le Canada sont tous deux des états fédéraux qui ont un objectif identique: le maintien de l'unité et de la cohésion nationale. Nous avons souvent une perspective identique des problèmes du monde et devrions être en mesure de collaborer ensemble à l'élaboration de solutions nouvelles aux difficultés qui nous confrontent. Il existe au Canada plus de 100,000 Canadiens d'origine yougoslave qui ont imprimé leur marque dans la mosaïque canadienne. Ils sont un lien vivant entre nos deux peuples.

Je constate qu'à l'occasion, de petits groupes de gens profitent abusivement de l'ouverture d'esprit de la société canadienne pour poursuivre des objectifs hostiles à l'intégrité de la Yougoslavie. Je voudrais répéter, ici, à Belgrade, ce que mon prédécesseur, Monsieur MacEachen, disait à Ottawa en 1975 à l'occasion de la visite de Monsieur Minic: "Le gouvernement du Canada n'appuie ni n'approuve les buts de ces groupes et regrette que le Canada serve à l'occasion de pied-à-terre pour leurs réunions. Nous continuerons à faire ce que nous pourrons dans le cadre de la loi canadienne pour décourager de telles activités et faire en sorte que les personnes impliquées prennent bien conscience du fait que le gouvernement canadien n'éprouve aucune sympathie pour leurs activités." Nous avons été appelés récemment à faire face à certaines manifestations de ce genre et je pense que vous conviendrez avec moi qu'elles ont été résolues de façon satisfaisante pour les deux parties. Avec de la compréhension et une coopération soutenue des deux côtés, je suis convaincu que l'on peut éviter que cette question ne vienne assombrir l'évolution continuellement positive